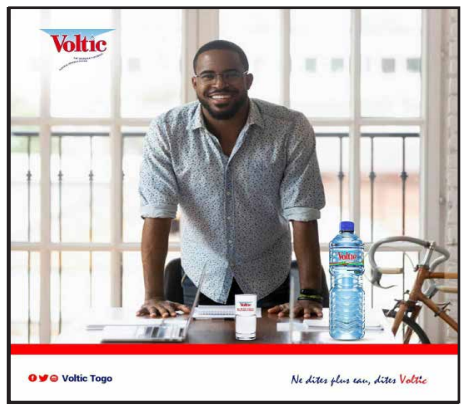
LeJournaldesdécideurs

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0400 du Mercredi 20 Octobre 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com



CMJN

Visite de travail du président turc, Recep Tayyip Erdoğan à Lomé • (Page 03)

Pour un partenariat dynamique avec le Togo

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Rançongiciels

590 millions de dollars de rançons signalés au premier semestre

D'après le gouvernement américain, ce chiffre est supérieur de 42% au montant signalé pour toute l'année 2020. • (Page 08)

Industrie

Ikea prévoit des pénuries de produits jusqu'en 2022

La holding à la tête d'Ikea a observé « au cours de ... • (Page 08)

Besoin de liquidités en devises étrangères

Proparco, Norfund et DEG soutiennent Ecobank

PROPARCO à la tête d'un consortium d'institutions financières européennes de développement ... • (Page 02)

Sommet Mondial des filles

Le Togo accueille la 4ème édition

Plan International Togo a annoncé officiellement la tenue effective du 4ème Sommet Mondial des filles le lundi 18 Octobre 2021 au ... • (Page 04)

Commission de l'UEMOA

Abdoulaye DIOP a échangé avec Wolfram VETTER

Wolfram VETTER a présenté ce lundi 18 octobre 2021 à Abdoulaye DIOP, le nouveau cadre de coopération entre ... • (Page 06)

Industrie • (Page 04)

Le Premier ministre visite les installations de la PIA

Volontariat

Les VEC de Kpalimé réalisent leurs projets de vie

Définir son projet de vie est une chose. Arriver à le réaliser ... • (Page 11)

Besoin de liquidités en devises étrangères

Proparco, Norfund et DEG soutiennent Ecobank

PROPARCO à la tête d'un consortium d'institutions financières européennes de développement (EDFIs) a annoncé le 15 octobre 2021, un prêt senior de 60 millions de dollars US pour soutenir le programme de liquidité du Groupe Ecobank au profit de ses filiales.

• *Eyram AKAKPO*

Cette facilité de PROPARCO qui rentre dans le cadre de l'initiative française Choose Africa Resilience, soutiendra les opérations des clients du groupe panafricain. Elle devrait aider les clients à faire face aux effets de la pandémie. Ecobank Transnational Incorporated (ETI), basée à Lomé supervise 33 filiales sur le continent africain. Elle s'est développée pour devenir un acteur clé du secteur bancaire africain, en particulier dans les pays fragiles et pour le secteur des PME. Au fil des années, Proparco et le Groupe bancaire panafricain n'ont cessé de renforcer leur partenariat à travers de nombreux prêts, souscriptions obligataires et garanties de financement du commerce extérieur au profit d'ETI et de ses filiales. « Proparco se réjouit de renforcer encore sa relation avec Ecobank et d'avoir mobilisé ses homologues norvégien et allemand, Norfund et DEG, dans cette opération. Ecobank joue un rôle essentiel dans le soutien à la croissance du secteur privé dans de nombreux pays africains où elle opère. Avec cette nouvelle facilité de 60MUSD, nous sommes très heureux d'accompagner le groupe Ecobank qui fournit des services financiers innovants et personnalisés aux PME touchées par les conséquences de la crise du COVID-19. Cette opération s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'initiative Choose Africa lancée par le gouvernement français et déployée par le groupe AFD », a déclaré Djalal Khimdjee, Directeur Général Adjoint de Proparco. Pour Erik Sandersen, vice-président exécutif et chef du département des institutions financières de Norfund, son institution « est à la fois enthousiaste et fier de faire partie du prêt senior syndiqué de 60 millions de dollars d'Ecobank et de pouvoir ainsi soutenir le rôle important du groupe qui consiste à fournir des financements en dollars à ses PME clientes en Afrique subsaharienne, qui contribuent à créer des emplois indispensables. Nous avons l'espoir et l'ambition d'avoir l'occasion de développer davantage la relation avec Ecobank à l'avenir et de soutenir ainsi le rôle du Groupe en tant que fournisseur panafricain de services financiers de premier plan ». Notons que dans le cadre de sa réponse à la crise COVID-19, Proparco avait accordé un prêt de 35 millions de dollars à ETI. Proparco a également syndiqué les contributions du norvégien Norfund (15 millions de dollars) et de l'allemand DEG (10 millions de dollars), soit une enveloppe totale de 60 millions de dollars.

Renforcer le programme de liquidité d'ETI

Ce prêt renforcera le programme de liquidité d'ETI destiné à soutenir les besoins de liquidité en devises de ses filiales. Il permettra ainsi aux filiales d'Ecobank de renforcer leur activité essentielle de financement du secteur privé dans le contexte actuel de l'impact économique du COVID-19. Le prêt de Proparco s'inscrit dans le cadre du programme français Choose Africa Resilience, une enveloppe de 1 milliard d'euros destinée à soutenir les PME touchées par la crise du COVID-19. Plus de 600 millions d'euros ont déjà été engagés depuis le lancement du programme en novembre 2020. « Au nom de la DEG, je vous félicite pour cette syndication bien structurée et efficacement exécutée dans le cadre de l'initiative Choose Africa Resilience. La DEG est très fière de participer à cette transaction importante et nous nous réjouissons d'approfondir notre partenariat avec toutes les institutions concernées », a déclaré Petra Kotte, Senior Director Financial Institutions and Germany Business. Cette transaction contribuera à l'objectif de développement durable n° 8 (travail décent et croissance économique).

AUX DÉCIDEURS ...

Investir dans l'agriculture

Plus de six personnes sur dix en Afrique subsaharienne travaillent dans le secteur agricole du continent. Nous ne réalisons peut-être pas que ce qui pousse à partir du sol africain peut être lié à certains des aliments les plus populaires au monde.

L'Afrique produit la plus grande offre mondiale de cacao, utilisé dans les barres chocolatées et autres produits. Les grains de café cultivés en Éthiopie et en Ouganda, qui dominent les exportations de café de l'Afrique, ont été évalués à près de 2 milliards de dollars l'année dernière.

Le volume des exportations africaines de produits de base est en hausse. Dans le même temps, de plus en plus d'Africains sont confrontés à l'insécurité alimentaire. Environ 246 millions d'Africains se couchent le ventre vide chaque nuit. Le rythme de la croissance agricole de l'Afrique ne suit pas la croissance démographique de l'Afrique.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, il est temps que les dirigeants africains et mondiaux, ainsi que les organisations de développement, se joignent à l'appel du Groupe de la Banque africaine de développement pour une augmentation des investissements dans les technologies agricoles qui stimulent la production alimentaire et la sécurité alimentaire de l'Afrique face au changement climatique.

Le continent a un immense potentiel pour se nourrir et devenir un grenier à blé pour le monde : environ 65 pour cent des terres arables non cultivées restantes de la Terre se trouvent en Afrique. Cependant, ce potentiel est menacé par des conditions météorologiques extrêmes erratiques. Il est également rabougri parce que la majorité des producteurs vivriers africains sont des petits exploitants agricoles de subsistance. Nous devons intensifier la mise en œuvre de pratiques agricoles modernes et intelligentes face au climat.

Les investissements du Groupe de la Banque africaine de développement aident les agriculteurs africains à mettre plus de nourriture dans la bouche d'un plus grand nombre d'Africains. Depuis que la Banque a lancé sa stratégie Feed Africa en 2015, plus de 74 millions de personnes bénéficient d'un accès à des technologies agricoles améliorées, ce qui se traduit par une production alimentaire plus élevée.

Le programme phare, Technologies for African Agricultural Transformation (TAAT) a fourni à 11 millions d'agriculteurs dans 29 pays africains des technologies agricoles éprouvées telles que le maïs résistant à la sécheresse, le blé résistant à la chaleur, des variétés de semences à haut rendement et des traitements de semences pour se protéger contre les ravageurs comme la chenille légionnaire d'automne, qui a dévasté les cultures africaines en vagues d'essaims ailés et affamés.

Aligné sur le thème de la Journée mondiale de l'alimentation 2021, "Nos actions sont notre avenir. Une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure", la Banque augmente la production alimentaire, l'accès à des aliments plus nutritifs et aide les agriculteurs à s'adapter aux environnements impactés par le changement climatique. Nous plaidons en faveur d'une réforme des politiques sensibles au genre et d'un développement inclusif.

L'initiative Action de financement positif pour les femmes en Afrique (AFAWA) de la Banque vise à réduire le déficit d'accès au financement auquel les femmes entreprises sont confrontées à travers le continent, y compris les femmes travaillant dans l'agriculture.

L'AFAWA vient d'investir 20 millions de dollars dans un projet de financement de pratiques agricoles résilientes au climat au Ghana. Il ciblera des centaines d'entreprises dirigées par des femmes grâce à des lignes de crédit avec Ecobank Ghana, et leur fournira une formation professionnelle sur l'agriculture adaptée au climat.

La Banque africaine de développement envisage une Afrique en sécurité alimentaire qui utilise des technologies de pointe, s'adapte de manière créative au changement climatique et développe une nouvelle génération d'« agripreneurs » - des jeunes et des femmes autonomes qui moderniseront et industrialiseront l'agriculture.

La Facilité de financement vise à accomplir cela en apportant des « agritechs » intelligentes pour aider des millions d'autres agriculteurs africains à doubler les rendements des principales cultures, à produire suffisamment de nourriture pour nourrir 200 millions de personnes supplémentaires et à réduire les cas de malnutrition.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	**Sources**
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	**Sources**
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Visite de travail du président turc, Recep Tayyip Erdoğan à Lomé

Pour un partenariat dynamique avec le Togo

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan a effectué, mardi 19 octobre 2021, une visite d'amitié et de travail à Lomé, à l'invitation de son homologue togolais Faure Gnassingbé. Occasion pour la Turquie et le Togo, plus proches que jamais dans le cadre d'un partenariat dynamique, d'explorer les perspectives de renforcement de leur coopération.

COMMUNIQUE CONJOINT

VISITE D'AMITIE ET DE TRAVAIL DE SON EXCELLENCE MONSIEUR RECEP TAYYIP ERDOGAN, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE

1. A l'invitation de **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République togolaise, **Son Excellence Monsieur Recep Tayyip ERDOGAN**, Président de la République de Turquie, a effectué une visite d'amitié et de travail à Lomé, le 19 octobre 2021 à la tête d'une forte délégation de Ministres, de hauts fonctionnaires et d'opérateurs économiques. Cette visite, première du genre d'un Président turc en République togolaise, marque une étape décisive dans le processus de rapprochement politico-diplomatique et économique amorcé ces dernières années par les deux pays.

2. Au cours de cette visite qui illustre l'excellence des relations d'amitié et de coopération entre le Togo et la Turquie, les deux Présidents ont eu des échanges approfondis sur des questions d'intérêt commun, d'ordre bilatéral et multilatéral.

3. Au plan bilatéral, les deux Chefs d'Etat se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui unissent leurs deux pays et ont réaffirmé leur volonté de les renforcer dans tous les domaines mutuellement bénéfiques aux deux peuples.

4. Les Présidents GNASSINGBE ET ERDOGAN se sont notamment réjouis du raffermissement des relations diplomatiques entre Lomé et Ankara, qui s'est récemment matérialisé par des visites de délégation de haut niveau des deux pays et l'ouverture récente de l'Ambassade de la Turquie à Lomé et les dernières dispositions pour l'ouverture de la représentation diplomatique du Togo à Ankara.

5. Passant en revue les relations économiques entre les deux pays, les deux dirigeants ont convenu de la nécessité de renforcer et diversifier davantage leurs échanges commerciaux et de faciliter les flux d'investissements entre Ankara et Lomé, à travers le rapprochement continu et soutenu des secteurs privés togolais et turc. Ils se sont, dans cette logique, félicités des facilités d'obtention de visa qui existent entre les deux pays ainsi que de l'exploration par les deux parties de la mise en place de la liaison aérienne entre les deux pays par *Turkish Airlines*, en tant que gages solides d'une meilleure mobilité des hommes, des biens et des capitaux.

6. Le Président turc a en outre félicité son homologue togolais pour la dynamique actuelle de réformes et d'émergence de l'économie nationale et s'est réjoui du climat des affaires au Togo, qui est de plus en plus attrayant pour les investissements étrangers. Le Président togolais a, pour sa part, remercié son hôte pour cette marque de reconnaissance et l'a, en retour, félicité pour le bond qualitatif opéré ces dernières années par l'économie turque ainsi que pour le caractère pragmatique du partenariat Turquie- Afrique.

7. Abordant la question de la crise sanitaire due à la pandémie de la Covid-19, les deux parties ont reconnu ses effets dévastateurs sur l'économie mondiale, notamment sur les échanges entre les nations. Afin d'amoindrir son impact négatif sur leurs relations, les deux Chefs d'Etat ont ainsi décidé de renforcer davantage leur coopération en matière de santé, par des mesures anticipatives visant le renforcement des capacités du personnel soignant et la fourniture de moyens techniques et logistiques adéquats.

8. Sur les questions de défense et de sécurité, les deux dirigeants ont convenu, au regard des menaces sécuritaires qui se font persistantes dans le monde, en général, et en Afrique, en particulier, de renforcer leur coopération en matière militaire, en agissant notamment sur les capacités logistiques et le renforcement de l'industrie de défense. Le Président turc n'a pas manqué de saluer et d'encourager l'engagement du Togo dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans la sous-région et a réitéré la disponibilité de son pays à accompagner cette vision togolaise ainsi que toute autre initiative pertinente similaire.

9. Sur le plan de l'éducation et des échanges culturels, **S.E. M. Faure Essozimna GNASSINGBE** a salué l'initiative de reprise en main de l'école internationale Togo-Turquie par la fondation MAARIF pour plus d'impacts et de coordination dans les interactions entre les secteurs d'éducation togolais et turc.

10. En marge de cette visite, les deux parties ont procédé à la signature de deux (02) accords. Il s'agit :

- du protocole sur l'échange de terrains pour le compte des missions diplomatiques de la République togolaise et de la République de Turquie ;
- de l'accord de siège de la Fondation MAARIF ;

11. Dans la perspective d'une intensification des relations entre la Turquie et le Togo, les deux Chefs d'Etat ont instruit leur gouvernement respectif de poursuivre les consultations en vue de la conclusion d'autres accords dans des domaines d'intérêt commun.

12. S'agissant des questions d'ordre multilatéral, Leurs Excellences Messieurs **GNASSINGBE et ERDOGAN**, ont souligné l'importance pour leurs pays de renforcer leur collaboration dans le cadre des organisations internationales, en particulier en ce qui concerne l'harmonisation de leurs points de vue sur les grandes questions de l'heure en particulier celles liées au climat dans la perspective de la COP 26 et du Sommet des leaders mondiaux, prévue à Glasgow en novembre prochain. A cet égard ils se sont engagés à maintenir une concertation permanente.

13. Ils ont par ailleurs déploré la persistance et l'expansion des conflits, des actes de terrorisme et d'extrémisme violent, notamment dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, malgré les efforts multiformes de la communauté sous régionale et internationale. Aussi le Président turc a-t-il relevé la pertinence de l'approche de facilitation et de dialogue permanents portée par le Togo et qui a le mérite de donner une réelle chance à la paix, même en cas de conflits armés.

14. En marge de cette rencontre bilatérale avec le Président turc, le Chef d'Etat togolais a également reçu la visite de ses homologues et frères du Burkina Faso et du Libéria**, Leurs Excellences Monsieur Roch Marc Christian KABORE et George WEAH** pour une séance de travail quadrilatérale de haut niveau.

15. Ce mini-sommet a permis aux Hauts Dirigeants de faire le point de la situation politique et sécuritaire dans la sous-région ouest africaine et dans le Sahel et d'explorer ensemble de nouvelles pistes de solutions en appui aux différentes initiatives existantes.

16. Les quatre (04) Chefs d'Etat ont salué le caractère franc et constructif des discussions et ont promis d'œuvrer pour la mise en place d'un partenariat stratégique turco-africain pour apporter des solutions idoines à la tourmente sécuritaire régionale et inter-régionale.

17. Au terme de sa visite, **Son Excellence Recep Tayyip ERDOGAN a e**xprimé à son homologue et ami, le Président **Faure Essozimna GNASSINGBE,** au gouvernement et au peuple togolais, ses vifs remerciements et sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux et fraternel qui lui a été réservé ainsi qu'à sa délégation.

18. Le Président **Recep Tayyip ERDOGAN** a invité Son Excellence **Faure Essozimna GNASSINGBE** à effectuer une visite officielle en Turquie.

19. Le Président **Faure Essozimna GNASSINGBE** a accepté cette invitation de bonne grâce. La date de cette visite sera fixée par voie diplomatique.

Fait à Lomé, le 19 octobre 2021

Pour la République togolaise

S.E. Prof. Robert DUSSEY,
Ministre des Affaires étrangères,
de l'Intégration régionale et des
Togolais de l'Extérieur
de la République togolaise

Pour la République de Turquie

S.E.M. Mevlüt ÇAVUSOGLU,
Ministre des Affaires étrangères,
de la République de Turquie

Sommet Mondial des filles

Le Togo accueille la 4ème édition

Plan International Togo a annoncé officiellement la tenue effective du 4ème Sommet Mondial des filles le lundi 18 Octobre 2021 au cours d'une conférence de presse tenue à Lomé. Cet événement se déroulera les 21 et 22 Octobre dans la capitale togolaise.

● Bernard AFAWOUBO

En prélude du Sommet Mondial des filles qui se tiendra les 21 et 22 à Lomé, le Plan International Togo a annoncé ledit événement le lundi 18 Octobre 2021 à Lomé. C'était en présence du ministre de l'Action Sociale, de la promotion de la femme et de l'Alphabétisation, Lolonyo Anakoma-Apédo, de la Représentante Résidente du Plan International Togo, Awa Faly BA, de la Représentante du système des Nations Unies et UNFPA et de la Représentante des filles, Abigaël ANIBRI. Placée sous le haut parrainage du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, cette rencontre qui est à sa 4ème édition se tient pour la première fois en Afrique. Elle vise à créer, catalyser et dynamiser un mouvement mondial en faveur des efforts des droits des filles. A en croire Awa Faly Ba, Représentante résidente de Plan International au Togo, cette rencontre est une opportunité de montrer au monde entier, les avancées majeures et les acquis pour l'égalité à partir du Togo, mais également pour toute l'Afrique et la capacité de contribution africaine au débat mondial sur l'égalité en genre et l'égalité pour les filles. « En terme de résultats, les attentes du gouvernement togolais à l'issue de ce sommet, c'est que nouvelles idées et des pistes innovantes en découlent pour nous permettre de réorienter nos différentes stratégies d'intervention au profit des filles qui constituent une cible prioritaire dans l'agenda gouvernemental » a-t-elle déclaré Lolonyo Anakoma-Apédo, ministre de l'Action Sociale, de la promotion de la femme et de l'Alphabétisation. « Ce Sommet est un moment particulier où nous nous unirons pour mobiliser les individus, les partenaires, les communautés d'une seule voix, autour du potentiel et le leadership des filles pour le changement à travers différents types d'événements à tous les niveaux » a indiqué Rotimy Djossaya, Directeur Exécutif de Plan International, région Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce Sommet Mondial des Filles qui se tiendra sous un format hybride virtuel et présentiel, s'inscrit dans la droite ligne avec la Journée Internationale de la Fille (JIFi). Il réunira donc environ 200 personnes en présentiel dont des jeunes filles et garçons, les autorités gouvernementales des représentants des Nations Unies, plusieurs défenseurs des droits des filles, des Organisations de la Société Civile, les partenaires financiers et les médias, venus du monde. En ligne, le Sommet est ouvert à plus de 3000 personnes à travers la plateforme virtuelle mise en place, et sera retransmis sur d'autres plateformes de Plan International et de ses partenaires.

Industrie

Le Premier ministre visite les installations de la PIA

La Cheffe du gouvernement Victoire Dogbé a effectué, lundi 18 octobre 2021, une visite sur les installations de la plateforme industrielle d'Adetikope. Objectif, apprécier l'évolution du déploiement des différents services et installations sur la plateforme et échanger avec les différents acteurs impliqués.

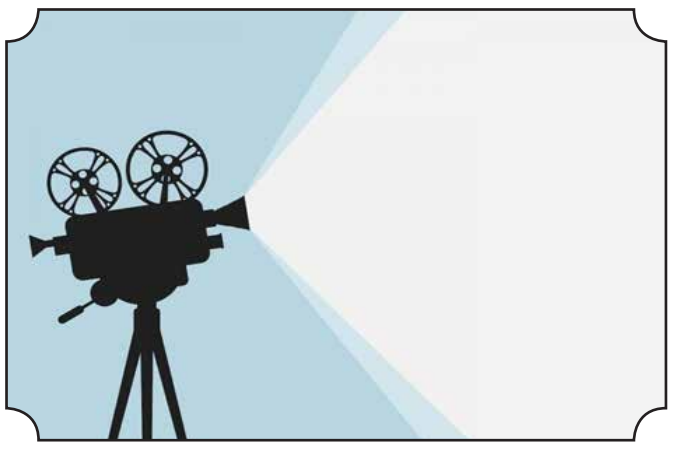
● Vivien ATAKPABEM

« Très heureuse de constater la bonne poursuite de l'opérationnalisation de la PIA", a indiqué le Premier Ministre, avant de féliciter les acteurs et responsables des travaux. "Bravo aux acteurs qui nous démontrent chaque jour qu'avec détermination, de grandes réalisations sont possibles", a affirmé à cet effet Victoire Dogbé. En effet, la Plateforme qui a été officiellement lancée en juin dernier, continue son déploiement logistique. Récemment, elle a entamé la mise en place de son port sec qui couvre une superficie de 20 hectares et a une capacité totale de 12 500 conteneurs. Le site abrite également une zone industrielle, une entreprise d'assemblage de motos électriques et de triporteurs, une plateforme de stockage du coton et d'autres matières premières agricoles, un terminal à camions et une zone de 200 000 m2 dédiée aux autres activités logistiques. Pour rappel, la PIA a nécessité un investissement de plus de 130 milliards FCFA (soit 200 millions d'euros) mobilisé à 35% par l'Etat et 65% par Arise IIP.

Togo

Création d'un Fonds de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

Le Togo dispose désormais d'une loi portant code du cinéma et de l'image animée, promulguée le 29 septembre 2021 par le président Faure Gnassingbé. Le texte prévoit, entre autres, la création d'un Fonds de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle, en abrégé Fonsica.



Ce fonds, souligne l'article 155 du code, est un compte spécial et le ministre chargé de la culture est l'ordonnateur des dépenses. Il est alimenté par une taxe spéciale dite de contribution au développement de la production cinématographique à la charge des spectateurs dans les salles de cinéma ; les prélèvements obligatoires sur les abonnements à des offres de télévision payantes ; le droit d'inscription lors de la délivrance des autorisations ; les dons et les legs ; et les redevances sur la publicité diffusée par les chaînes de télévision, de radio et par voie de presse écrite. « La base d'imposition de chaque message est constituée par le prix facturé par le redevable », précise l'article 161. Le Fonds de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle a pour finalités d'appuyer toute action de promotion du cinéma national, la conservation et la numérisation des documents audiovisuels, de recourir à la modernisation et la rénovation des salles de cinéma, entre autres.

Avec togobusinessnews.com

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

GROUPE ISD AFRIK TOGO

Groupe ISD Afrik Togo

FORMATION

GESTION ADMINISTRATIVE ET LOGICIELLE DE LA PAIE

&

RESSOURCES HUMAINES

Du 26 au 29 Octobre 2021

Durée
4 JOURS

Frais
150 000 FCFA/TCC

A offrir aux participants
Un kit de formation une clé de 4 Go avec le contenu de la formation & autres documents

Pofil du formateur
Expert consultant en ressources humaines Consultant et formateur en logiciel de Gestion de la paie et des ressources humaines.

Public cible
Directeur généraux Directeur financier Directeur des ressources humaines - Responsable de la paie.

+228 91 46 86 51 /99 81 24 46
E-mail :isdtogo2015@gmail.com - Secrétariat.isdtogo@gmail.com

HÔTEL SARAKAWA

Togocom

LE F1 MAX 4G À CE PRIX ! J'ACHÈTE PIAAAM...

PROMO

DOUBLE SIM

ROM 8GB + RAM 1GB
LECTEUR MICRO SD
JUSQU'À 32 GB

8MPX CAMERA DORSALE+ 2MPX CAMERA FRONTALE

BATTERIE AMOVIBLE 4000MAH

4G WIFI
HOTSPOT WIFI
BT A-GPS

LECTEUR D'EMPREINTE DIGITALE

~~38 400 FCFA~~

15 900 FCFA

Disponible en Agence dans la limite des stocks disponibles
Offre valable jusqu'au 31 octobre 2021

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

Commission de l'UEMOA

Abdoulaye DIOP a échangé avec Wolfram VETTER

Wolfram VETTER a présenté ce lundi 18 octobre 2021 à Abdoulaye DIOP, le nouveau cadre de coopération entre l'Union Européenne et l'UEMOA.

L'audience s'est déroulée en présence du Commissaire en charge du Département du Marché Régional et de la Coopération, Filiga Michel SAWADOGO. Le Chef de la Délégation de l'UE au Burkina Faso a salué la qualité et le dynamisme de la coopération entre la Commission de l'UEMOA et l'UE. Pour sa part le Président de la Commission a remercié l'Union Européenne, partenaire historique de la Commission de l'UEMOA pour les différents appuis apportés au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Pour rappel, un nouvel instrument unique, adopté le 09 juin 2021, par le Parlement et le Conseil européens, remplace les instruments précédents dont le Fonds européen de développement (FED), pour la période 2021-2027. Cet instrument dit, « de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale » (NDICI), prévoit un Programme Indicatif Pluriannuel (PIP) unique pour toute l'Afrique subsaharienne. Le Fonds Européen de Développement (FED) a été jusque-là, le principal instrument financier de la coopération de l'UE avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

Avec uemoa.int

Cabo Verde

350 000 $ de la BAD pour les marchés de capitaux nationaux

Le Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un financement de 350 000 $ pour une assistance technique visant à consolider la stratégie du pays en matière de marchés de capitaux et à augmenter la liquidité de ses marchés de titres à revenu fixe.

● *Nicole ESSO*

La subvention proviendra du Fonds fiduciaire pour le développement des marchés de capitaux, un fonds multi donateurs administré par la Banque africaine de développement. La bourse nationale, Bolsa de Valores de Cabo Verde (BVC), utilisera les fonds pour développer un plan directeur des marchés des capitaux et moderniser l'infrastructure actuelle pour stimuler la liquidité sur les marchés obligataires secondaires. « Nous sommes ravis du partenariat avec la BVC et l'écosystème des marchés de capitaux nationaux pour soutenir le développement des marchés de capitaux au Cabo Verde », a déclaré Ahmed Attout, directeur de la division du développement des marchés de capitaux de la Banque africaine de développement. La conception du programme a émergé d'un processus participatif impliquant la BVC, le ministère national des Finances, le régulateur des marchés des capitaux, Auditoria Geral do Mercado de Valores Mobiliários et la banque centrale du pays, Banco de Cabo Verde. Marcia Teixeira, directrice exécutive de BVC, a déclaré : « Le partenariat de la BAD, dont nous sommes reconnaissants, aidera à consolider les marchés des capitaux en tant que moyen d'excellence dans le financement de projets et la mobilisation des ressources. Cela aidera à responsabiliser les marchés des capitaux pour stimuler la mise en œuvre des ODD et leur financement au Cabo Verde et en Afrique de l'Ouest, avec des impacts sur l'intégration régionale et continentale », a-t-elle déclaré. La bourse nationale du Cap-Vert a commencé ses activités en 1998 pour fournir une source alternative d'investissement et de financement au secteur privé. Depuis 2005, environ 1,4 milliard de dollars de titres ont été émis à la bourse, qui a une capitalisation boursière actuelle d'environ 962 millions de dollars, soit l'équivalent d'un peu plus de la moitié du PIB du pays. Le Fonds fiduciaire pour le développement des marchés de capitaux (CMDTF) est un mécanisme de dons multi-donateurs conçu pour développer des marchés de capitaux africains solides et soutenir les efforts de la Banque pour mobiliser des ressources nationales pour financer le développement de l'Afrique. Administré par la Banque, le CMDTF est soutenu par le ministère des Finances du Luxembourg et le ministère du Commerce extérieur et de la Coopération des Pays-Bas.

Ghana / Energie solaire

La GIZ soutient un programme de formation sur l'irrigation

L'Université des études de développement (UDS)-campus de Nyankpala au Ghana forme depuis quelques jours des Ghanéens à l'installation et la gestion des systèmes d'irrigation fonctionnant à partir de l'énergie solaire photovoltaïque. L'institut a récemment signé un accord de financement avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

L'amélioration des rendements agricoles passera par des systèmes d'irrigation adaptés. C'est le constat fait les responsables de l'Université des études de développement (UDS)-campus de Nyankpala au Ghana, qui viennent de signer un accord de financement avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) pour la formation d'acteurs dans le nord du pays. Les détails du financement n'ont pas été révélés. Mais, les fonds ont été alloués dans le cadre du GIZ-Ghana's Green People's Energy project. Ce programme de formation concerne des techniciens, des installateurs et des agents de vulgarisation agricole. Au terme des différentes sessions, ils devraient être capables de fournir aux petits exploitants agricoles des systèmes d'irrigation performants. Dans ce cas précis, les installations fonctionneront à l'énergie solaire photovoltaïque. Les agents de crédit des institutions financières participent également à la formation offerte par l'UDS. L'objectif est de leur permettre de comprendre la technologie afin de mieux évaluer les demandes de prêt et les accorder aux agriculteurs à des taux d'intérêt abordables. Ce programme prévoit aussi la construction d'un système d'irrigation clé en main à l'UDS, comme pour passer de la théorie à la pratique. L'installation fonctionnera grâce à des panneaux solaires photovoltaïques et des accessoires connexes. Le système sera équipé d'un réservoir en béton pour la collecte des eaux de pluie avec une pompe à eau submersible et de kits d'irrigation composés de gouttes, de tubes d'arrosage et d'unités d'arrosage. La GIZ, l'agence de coopération internationale allemande pour le développement, soutient également ces autres travaux qui devraient s'achever en mi-novembre 2021.

Avec afrik21

Trade

La demande pétrolière en 2050 sera supérieure à 100 millions b/j

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) vient de publier ses perspectives énergétiques mondiales pour 2021. Dans le document, l'agence présente des scénarios pour un avenir à émissions nettes nulles d'ici 2050.

Le 13 octobre, l'AIE a indiqué que si aucun changement significatif n'est apporté à la politique énergétique mondiale actuelle, la demande de pétrole en 2050 grimpera au-delà des 100 millions de barils par jour, avec des conséquences encore plus graves sur l'environnement. Toutefois, l'Agence explique que la demande ne serait plus que de 24 millions de barils par jour à l'horizon 2050 si le monde poursuit résolument un objectif de stabilisation du réchauffement à 1,5 ° C. En comparaison, la demande mondiale de gaz naturel sera autour de 5,1 trillions de mètres cubes d'ici 2050, si rien n'est fait pour diversifier et verdir le bouquet énergétique mondial. Elle sera par ailleurs de 1,75 trillion de mètres cubes dans un scénario de net zéro. Ainsi, le gaz continuera de jouer un rôle clé dans le mix énergétique et l'économie mondiale d'ici 2050. Dans ce sens, l'AIE ajoute que les centrales au gaz seront le pilier de la sécurité énergétique, car elles peuvent soutenir la production à partir d'énergie renouvelable.

Avec Agence Ecofin

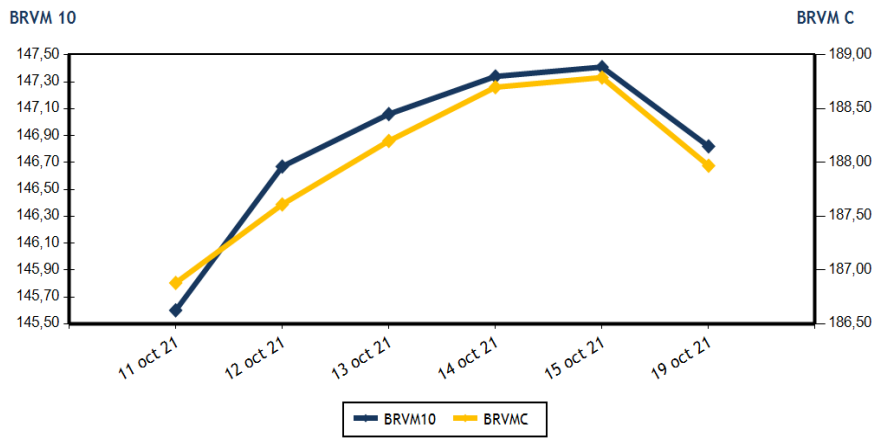
BRVM 10	146,82
Variation Jour	-0,40 %
Variation annuelle	12,18 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

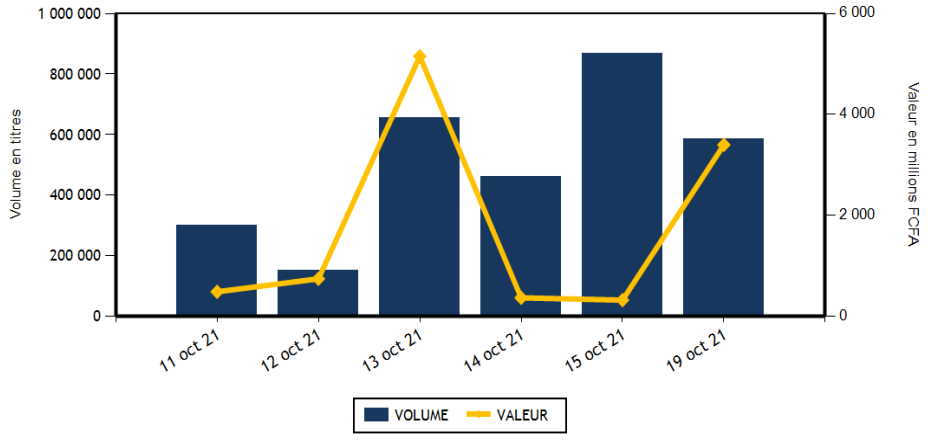
N° 201 — mardi 19 octobre 2021 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	187,97
Variation Jour	-0,43 %
Variation annuelle	29,30 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 656 821 078 296	-0,44 %
Volume échangé (Actions & Droits)	283 376	-67,32 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	309 369 274	1,38 %
Nombre de titres transigés	40	-2,44 %
Nombre de titres en hausse	11	-15,38 %
Nombre de titres en baisse	19	0,00 %
Nombre de titres inchangés	10	11,11 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 124 074 392 071	-0,04 %
Volume échangé	302 483	21 536,84 %
Valeur transigée (FCFA)	3 087 680 497	21 983,25 %
Nombre de titres transigés	14	600,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	5	400,00 %
Nombre de titres inchangés	8	700,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	2 445	7,47 %	57,74 %
SETAO CI (STAC)	720	7,46 %	157,14 %
SICOR CI (SICC)	6 015	7,41 %	389,02 %
NESTLE CI (NTLC)	4 190	4,75 %	1 209,38 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	950	3,83 %	58,33 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	5 740	-7,34 %	155,11 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 025	-7,24 %	184,72 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 545	-7,21 %	37,33 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 860	-6,77 %	50,00 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 755	-4,88 %	9,01 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	86,55	0,07 %	138,76 %	13 086	27 838 050	20,16
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	451,78	0,09 %	10,06 %	23 067	141 021 670	7,97
BRVM - FINANCES	15	70,25	-0,59 %	17,10 %	210 090	82 695 899	13,56
BRVM - TRANSPORT	2	592,29	7,35 %	56,40 %	5 508	12 581 175	9,89
BRVM - AGRICULTURE	5	232,74	-2,87 %	168,94 %	7 854	30 134 475	14,48
BRVM - DISTRIBUTION	7	370,68	-2,49 %	63,71 %	8 237	13 033 080	22,76
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	888,40	7,46 %	157,14 %	203	136 365	4,17
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,39	
Taux de rendement moyen du marché	6,38	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,49	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	96	
Volume moyen annuel par séance	282 570,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 614 102 380,41	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	5,04	
Ratio moyen de satisfaction	70,35	
Ratio moyen de tendance	1 395,61	
Ratio moyen de couverture	7,17	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	2,17	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
Valeur moyenne annuelle par séance = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
Ratio moyen de liquidité = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de satisfaction = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
Ratio moyen de tendance = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de couverture = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

Taux moyen de rotation = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
PER moyen du marché = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
Taux de rendement moyen = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
Taux de rentabilité moyen = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
Prime de risque du marché = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2585 Cotonou
Tél. : (229) 21 31 21 26
Fax : (229) 21 31 20 77

BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 87 73
Fax : (226) 25 30 87 19

CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél. : (225) 20 31 55 50
Fax. : (225) 20 32 47 77

GUINEE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Pansau Naïsna
CP. 89 Bissau
Tél. : (245) 320 16 02 Fax : (245) 320 16 02

MALI
Immeuble SONAVIE, ACI 2000 Hamdallaye
B.P. E 1396 - Bamako
Tél. : (223) 44 90 18 10
Fax : (223) 44 90 18 11

NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la concertation
BP 13 259 Niamey
Tél. : (227) 20 73 66 92
Fax : (227) 20 73 68 47

SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél. : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06

TOGO
4891, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadema,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél. : (228) 22 61 23 16
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Rançongiciels

590 millions de dollars de rançons signalés au premier semestre

D'après le gouvernement américain, ce chiffre est supérieur de 42% au montant signalé pour toute l'année 2020.

Quelque 590 millions de dollars (545 millions de francs) de rançons liées à des attaques dites au rançongiciel ont été signalés au premier semestre par les établissements financiers opérant aux États-Unis, selon un rapport publié vendredi par le département américain du Trésor. D'après le gouvernement américain, ce chiffre est supérieur de 42% au montant signalé pour toute l'année 2020, ce qui illustre l'accélération de ce type d'attaques ces derniers mois. À elle seule, cette somme représente près de 60% du total signalé sur les dix années précédentes, entre 2011 et 2020. Et il existe de fortes raisons de croire que le véritable coût pourrait se chiffrer en milliards de dollars. Ces données, qui portent sur 635 signalements distincts, ont été compilées par le réseau de lutte contre la criminalité financière (FinCEN), qui dépend du département du Trésor. Il précise qu'elles ne portent pas forcément sur des rançons versées durant les six premiers mois de 2021, certaines pouvant être plus anciennes. Le total des sommes effectivement versées à titre de rançon durant le premier semestre se monte à 398 millions de dollars (366 millions de francs), réparties en 458 opérations différentes, toujours selon le FinCEN.

● *Une accélération de ce type d'attaques a été observée ces derniers mois. Pixabay*

Pression importante

Une attaque au rançongiciel consiste pour des pirates à s'introduire dans le réseau informatique d'une entité, puis à en verrouiller les données. Les auteurs demandent ensuite aux responsables de cette entreprise, organisation ou administration de verser une rançon, le plus souvent sous forme de cryptomonnaies, en échange du déverrouillage. Selon le département du Trésor, les enquêteurs ont découvert plus de 150 porte-feuilles en ligne de cryptomonnaies, et en les analysant ont mis à jour plus de 5,2 milliards de dollars (4,8 milliards de francs) de transactions potentiellement liées à des paiements de rançongiciels. Les entreprises et les institutions font face à une importante pression pour payer afin de voir leurs données déverrouillées, mais aussi pour que l'attaque ne parvienne pas aux oreilles des clients ou des autorités, ces dernières lançant régulièrement de stricts avertissements contre le fait de donner de l'argent aux criminels.

Passage à l'offensive

Plusieurs attaques au rançongiciel ont fait la une des médias ces derniers mois, notamment celle qui a visé en juillet la société informatique américaine Kaseya. En attaquant cette entreprise, les pirates ont eu accès à plus de mille sociétés dont elle est prestataire dans le monde entier. Début mai, une attaque avait pris pour cible l'entreprise américaine Colonial Pipeline, perturbant la distribution de carburant aux États-Unis. Elle avait provoqué une réaction musclée des autorités et une partie de la rançon versée, 4,4 millions de dollars (4 millions de francs), avait été récupérée. Les attaques touchent des entreprises de tous secteurs et de toutes tailles, d'un hôpital de Mobile (Alabama) à une coopérative agricole de Mankato (Minnesota) en septembre. Parmi les pays les plus frappés par ce type de cyberattaque, les États-Unis ont décidé de passer à l'offensive. Fin septembre, le Trésor américain a bloqué, pour la première fois, les actifs d'une plateforme de cryptomonnaies (SUEX) soupçonnée d'avoir été utilisée par des pirates informatiques dans le cadre d'attaques au rançongiciel. Cette plateforme est liée à des ressortissants russes et opère, selon plusieurs analystes, en Russie, considérée, avec la Chine, comme l'un des pays abritant la plus grande communauté de pirates informatiques utilisant le rançongiciel.

«Prévenir ces activités illégales»

Vendredi, le département du Trésor a publié un guide pratique à destination des acteurs des cryptomonnaies leur rappelant leurs obligations en matière de lutte contre la criminalité financière, sous peine de sanctions. «Le Trésor aide à stopper les attaques au rançongiciel en compliquant la tâche aux criminels qui cherchent à profiter de ces actes, mais nous avons besoin de partenaires dans le secteur privé pour nous aider à prévenir ces activités illégales», a déclaré le secrétaire adjoint au Trésor, Wally Ademeyo, cité dans un communiqué publié vendredi. Washington a convié cette semaine, mercredi et jeudi, les représentants de 31 pays à une réunion dédiée au sujet.

(AFP)

Industrie

Ikea prévoit des pénuries de produits jusqu'en 2022

La holding à la tête d'Ikea a observé « au cours de l'exercice 2021 une chute substantielle de la disponibilité » des produits. Elle prévoit que cela continue.

Le géant suédois de l'ameublement Ikea continuera de souffrir pendant une bonne partie de 2022 des problèmes d'approvisionnement qui pèsent sur son activité, a estimé jeudi la holding de tête du groupe, Inter Ikea. «Garder les magasins et entrepôts Ikea ouverts a été difficile. Au cours de l'exercice 2021, nous avons observé une chute substantielle de la disponibilité» des produits, a-t-elle reconnu en faisant le bilan de son activité sur la période allant de septembre 2020 à août 2021. «Nous n'en sommes pas encore sortis et cela va continuer pendant longtemps encore dans l'exercice 2022», a précisé le groupe. Au total, les magasins Ikea ont enregistré un chiffre d'affaires de 41,9 milliards d'euros (44,8 milliards de francs) au cours de leur exercice. C'est un rebond de 6% par rapport à l'exercice précédent, où les ventes avaient reculé à 39,6 milliards (42,3 milliards de francs) du fait notamment des fermetures de magasins en raison de la pandémie de Covid-19.

Problèmes d'origine diverse

Des best-sellers de la marque, comme ses armoires Pax ou ses bibliothèques Billy, ont notamment été affectés par le grand chaos en cours dans le transport maritime mondial et l'approvisionnement en général. Le problème «peut résider soit dans le transport, [l'accès aux] matières premières, la production ou la livraison», explique à l'AFP Jesper Brodin, le patron d'Ingka, principal réseau de magasins Ikea. Et même avec la reprise et l'allègement des restrictions sanitaires, «il faudra du temps avant que le transport mondial rattrape son retard». Le groupe a recouru au transport ferroviaire depuis l'Asie pour pallier les retards des porte-conteneurs et la hausse des coûts dans le transport maritime, mais Jesper Brodin est optimiste et prévoit une amélioration courant 2022 sur les chaînes d'approvisionnement. Fondé en 1943 dans le sud de la Suède, le groupe n'est pas coté en Bourse et n'a donc pas d'obligation de communiquer sur sa santé financière. Il a toutefois commencé à publier certains résultats en 2010.

(AFP)

États-Unis

La menace d'un défaut de paiement repoussée jusqu'en décembre

Le Congrès américain a voté le relèvement du plafond de la dette, permettant temporairement aux États-Unis d'éviter un défaut de paiement.

Le Congrès américain a accepté mardi de relever temporairement le plafond de la dette des États-Unis jusqu'à la fin de l'année, offrant un répit à la première économie mondiale avant une nouvelle bataille politique qui s'annonce féroce pour éviter un défaut de paiement. Grâce au seul soutien des élus démocrates (219 voix contre 206, toutes républicaines), la Chambre des représentants a adopté une mesure qui prévoit de relever la limite d'endettement des États-Unis de 480 milliards de dollars (447 milliards de francs). Déjà approuvé par le Sénat la semaine dernière, ce texte sera transmis dans la foulée à Joe Biden, qui le promulguera au plus vite selon la Maison-Blanche. Ceci permettra au pays d'honorer ses paiements jusqu'en décembre, voire au tout début de 2022, éloignant la perspective d'un défaut de paiement aux conséquences catastrophiques pour la méga-puissance et le reste du monde.

Intense bras de fer

Si cette mesure n'avait pas été adoptée, le pays aurait pu se retrouver en cessation de paiement dès le 18 octobre, avait mis en garde le Trésor. Son adoption a fait l'objet d'un intense bras de fer au Sénat, qui avait finalement approuvé cette solution temporaire jeudi dernier grâce à la très courte majorité démocrate. «Nous ne pouvons tolérer que la politique partisane prenne en otage notre économie, et nous ne pouvons permettre que la routine du paiement de nos factures vire à une épreuve de force politique, sapant la confiance, tous les deux ans ou tous les deux mois», avait fulminé la porte-parole de la Maison-Blanche Jen Psaki face à l'opposition des républicains. Ces derniers refusent en effet d'approuver toute mesure à long terme pour relever le plafond de la dette, car ils affirment que cela reviendrait à donner un chèque en blanc à Joe Biden pour financer ses vastes plans d'investissements.

(AFP)

Environnement

Ineos va investir dans la production d'hydrogène vert

Le groupe britannique Ineos compte invertir plus de 2 milliards de francs dans la production d'hydrogène vert et construire plusieurs usines en Europe.

Le groupe britannique Ineos du milliardaire Jim Ratcliffe a annoncé lundi investir plus de 2 milliards d'euros dans la production d'hydrogène vert, une énergie propre clé pour décarboner le secteur industriel. «Il s'agira du plus gros investissement jamais réalisé en Europe dans des projets d'électrolyse visant à produire de l'hydrogène vert», a annoncé dans un communiqué Ineos, précisant que sa filiale Inovyn est déjà le plus grand opérateur européen d'électrolyse. Dans le cadre de cet investissement, des usines seront construites en Norvège, en Allemagne et en Belgique au cours des 10 prochaines années. Des investissements sont également prévus au Royaume-Uni et en France. La première unité construite sera une usine d'électrolyseurs de 20 MW pour produire de l'hydrogène propre par électrolyse de l'eau, alimenté par une électricité zéro carbone, en Norvège.

Un des meilleurs atouts pour décarboner

En Allemagne, Ineos prévoit de construire un électrolyseur de 100 MW pour produire de l'hydrogène vert sur son site de Cologne. «L'Europe réclame davantage d'investissements dans l'hydrogène vert et l'annonce d'Ineos aujourd'hui montre notre détermination à jouer un rôle de premier plan dans ce nouveau carburant important», a déclaré Jim Ratcliffe dans un communiqué. L'hydrogène dit «vert» est produit par électrolyse de l'eau en utilisant de l'électricité d'origine renouvelable (éolienne, solaire ou hydroélectrique).

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)	12- 13 octobre 2021	Virtuel	BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG
3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique	Date : 21 et 22 octobre 2021	Istanbul Congress Center	http://www.turkeyafricaforum.org/fr/
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe	28 octobre 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/en/affm
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrica.org/
Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021	2 - 4 novembre 2021	Kigali, Rwanda	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	**23 au 26 Novembre 2021**	**Marrakech, Maroc**	**https://www.uneca.org**
Sommet sur l'énergie et l'économie	**22 et 23 novembre 2021**	**Libye**	**https://ecotechquebec.com**
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier Avec Neptune, planète de chance, en cet aspect, vous pouvez vous attendre à bénéficier d'une solide protection dans le domaine financier. Faites confiance à votre bonne étoile, elle ne va pas vous lâcher. Au point que vos revenus pourraient même augmenter sans que vous ayez fait le moindre effort pour cela !

Taureau Vous serez en mesure de régler efficacement vos problèmes matériels. Il est vrai que vous adopterez une attitude raisonnable et que vous serez prêt à rogner sur certaines dépenses superflues si les circonstances l'exigent. Ce sera aussi le moment favorable pour réaliser des placements à long terme. Et, pour ceux d'entre vous qui sont concernés par la question de la retraite, des solutions intéressantes pourront être trouvées.

Gémeaux Soyez à l'affût des occasions dignes d'intérêt. Vous aurez la possibilité de faire de bonnes affaires et d'effectuer des opérations financières lucratives. Vous pourrez sans peine équilibrer votre budget.

Cancer Aucune planète n'influencera votre secteur argent. Vous n'aurez donc aucune mauvaise surprise à redouter. De plus, comme Jupiter, le maître de la chance, et le Soleil, astre d'expansion et de succès, travailleront ensemble, vous devriez avoir l'occasion de profiter de quelques coups de chance. La journée semble également très favorable pour réorganiser vos placements.

Lion Limitez vos dépenses au strict nécessaire. D'après la configuration astrale de votre thème, vous pourriez bientôt avoir à faire face à des frais imprévus, sans espoir de rentrées inattendues.

Vierge Vous serez tiraillé entre deux tendances. D'un côté, vous voudrez vraiment faire des économies. Mais de l'autre, vous aurez envie de vider votre compte en banque pour éblouir l'élu de votre coeur. Tâchez d'être raisonnable !

Balance Le développement de votre situation matérielle accusera un hiatus qui, heureusement, sera sans conséquences désastreuses. Vous subirez un léger recul dans vos affaires et quelques contraintes financières. Mais vous serez parfaitement en mesure de renverser la situation en votre faveur si vous travaillez d'arrache-pied au lieu de passer votre temps à vous plaindre, et si vous acceptez de faire les sacrifices nécessaires.

Scorpion Une dépense imprévue se présentera, probablement à cause de la panne d'un appareil électroménager. Ou bien ce sera un événement, une situation dont vous ne pourrez sortir sans bourse délier. Tout cela ne devrait pas vous fournir de prétexte pour pester contre le destin. Sachez que "vivre, c'est rencontrer des problèmes et bien vivre, c'est trouver les meilleures solutions à ces problèmes" (Van Minh).

Sagittaire Pas raisonnable pour deux sous ! Vous risquez fort de compromettre l'équilibre de votre budget, justement parce que vous ne serez plus à un sou près. En fait, vous aurez tendance à vivre au-dessus de vos moyens.

Capricorne Vous réfléchirez longuement avant d'opter pour tel ou tel mode de placement. Mais avant la fin de la journée vous pourrez vous lancer dans une opération financière de grande envergure, engageant d'importants capitaux. Le climat astral vous secondera.

Verseau Sur le plan des finances, vos évaluations passées s'avéreront inexactes. Revoyez chaque poste et faites-en une estimation plus sévère. Vous verrez qu'il est nécessaire de prendre des mesures draconiennes.

Poissons Avec l'appui de Pluton, vous aurez de vous-même une meilleure opinion, et vous jugerez plus sainement vos possibilités financières. Vous saurez aussi faire les bons choix qui vous mèneront au succès.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général
Léonard DOSSOU
Administrateur délégué
Anicet Carlos Oké
Directeur de publication
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08
Rédacteur en chef
Joël YANCLO
00228 97 78 79 07
Chef d'édition
Yves K.ADJANOUVI
Rédacteurs
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAKPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO
Direction commerciale
Madjé Wellda AKUE
00228 97 25 84 84
Correcteur
Michel Yao AYEVA
Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
Imprimerie
J.C. Inter press
Tirage: 5000

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des marchandises sous douane en souffrance en ces moments de pandémie de la COVID-19, et afin de décongestionner les Magasins et Aires de Dédouanement/ Entrepôts pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Celle-ci couvre la période du 1er octobre au 15 décembre 2021.

Le bénéfice de la présente mesure de dépréciation de la valeur de ces marchandises sous douane en souffrance dans les MAD, entrepôts, ..., est subordonné à une demande préalable marquée simplement par le dépôt du dossier du requérant auprès de la Compagnie Technique d'Evaluation et de Contrôle (COTEC).

I. CAS DES VEHICULES

Sont concernés par la présente dépréciation, les véhicules ayant plus de cinq (5) ans d'âge dans les conditions ci-dessous :

- Un taux de dépréciation de 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux Magasins et Aires de Dédouanement est comprise entre le 1er janvier et le 15 décembre 2021 ;
- Un taux de dépréciation de 30% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020 ;
- Un taux de dépréciation de 35% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019 ;
- Un taux de dépréciation de 40% pour les véhicules dont la date d'entrée est antérieure au 1er janvier 2019.

II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES

En ce qui concerne les autres marchandises en souffrance, une inspection préalable sera effectuée par les services des douanes afin de proposer pour chaque cas de figure, un taux de dépréciation approprié.

Les produits pétroliers ne sont pas concernés par la présente mesure de dépréciation.

III. CAS DES EPAVES ET AVARIES

La dépréciation de la valeur en douane des épaves et avaries tiendra compte du degré de dégradation ou d'avarie et sera effectuée par les services des douanes désignés à cet effet.

Il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2021 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus.

Au-delà du 31 décembre 2021, tout accord de dépréciation obtenu n'ayant pas fait l'objet d'un faire-valoir de droit à la date limite mentionnée ci-haut est considérée comme nul et de nul effet.

La présente note de service prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2021.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Lomé, le 1 octobre 2021
Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

8201 | www.otr.tg | +228 90 99 41 01 | FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

Volontariat

Les VEC de Kpalimé réalisent leurs projets de vie

Définir son projet de vie est une chose. Arriver à le réaliser en est toute autre. Mais grâce au volontariat d'engagement citoyen, concrétiser son projet de vie n'est pas une illusion mais plutôt une réalité. C'est ce que 5 anciennes VEC de la commune de Kloto 1 nous ont démontré à travers la réalisation de leur projet de vie.

Déscolarisées pour des raisons financières, 5 anciennes volontaires d'engagement citoyen ont été enroulées pour le compte de la phase II et III de la mission des VEC respectivement en 2017 et 2018. Accompagnées par leur agent de terrain selon le dispositif du suivi- accompagnement mis en place par l'ANVT à l'endroit des VEC, elles ont identifié un projet de vie qui leur tenait à cœur : l'apprentissage d'un métier. Par quels moyens sont-elles parvenues à apprendre leurs métiers après leurs missions ? Juste après leurs missions en 2018, ces VEC sont rentrées en apprentissage des métiers de couture et coiffure. Avec leurs allocations, elles ont signé leurs contrats d'apprentissage. Après 3 ans de formation, cette année, elles ont passé l'examen du Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA) et sont admises. Toutes très contentes, c'est avec un sourire aux lèvres qu'elles témoignent leur gratitude à l'endroit de l'ANVT. Pleine d'émotion, AKPEMADO Akou Augustine coiffeuse nous confie : '' les mots me manquent pour remercier l'ANVT. Célibataire avec enfant, je vivais dans la précarité. J'ai perdu tout espoir. Mais une fois que je suis rentrée dans le VEC, j'ai compris qu'il n'est jamais trop tard et que tout est possible. Me voici maintenant diplômée du CFA en coiffure. Je n'arrive pas y croire. J'ai l'impression de rêver mais c'est une pure réalité. Encore une fois merci à l'ANVT qui a illuminé ma vie.'' Pour ANKOU Justine Akouto la couturière, le programme du volontariat d'engagement citoyen est venu à point nommé pour tendre la main à eux les jeunes déscolarisés qui sont marginalisés et laissés pour compte dans la société. Encore une fois, elle réitère ses sincères remerciements à l'ANVT et ses partenaires qui les aident à se reconstruire. Rappelons que le programme VEC est initié à l'endroit des jeunes déscolarisés ou non scolarisés, âgés de 18 à 35 ans pour promouvoir l'engagement citoyen, la solidarité, l'inclusion sociale et l'insertion socio-professionnelle. Notons qu'avec la mission du VEC à Kpalimé, en dehors de ces 5 anciennes VEC, on compte environ 200 VEC en réussite depuis l'extension de la phase pilote du programme.

Avec togoanvt.org

Environnement

Les infrastructures peuvent contribuer à l'Action Pour le Climat

Selon le document publié conjointement par ces trois organisations en amont de la 26e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), appelle à changer radicalement la manière dont les infrastructures sont planifiées, conçues et gérées afin de contribuer à un avenir résilient et à faible émission de carbone.

L'une des conclusions phares de ce travail de recherche est que les infrastructures sont à l'origine de 79 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ce rapport souligne que notre approche en matière d'infrastructures doit changer radicalement pour éviter les pires effets des changements climatiques. Il est crucial de prendre les bonnes décisions dans ce domaine aujourd'hui, car elles détermineront la qualité de vie de demain. Insistant sur le rôle souvent ignoré des infrastructures dans la lutte contre les changements climatiques, y compris dans les efforts d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets, le rapport examine l'influence des infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau, des déchets solides, des communications numériques et des bâtiments. Le rapport conclut également que les infrastructures comptent pour 88 pour cent de l'ensemble des coûts des mesures d'adaptation aux effets des changements climatiques. Il met donc en évidence le rôle crucial que les infrastructures ont à jouer pour soutenir la réalisation des priorités nationales de développement ainsi que des objectifs de l'Accord de Paris. « Les infrastructures durables sont la seule façon d'assurer que les personnes, la nature et l'environnement coexistent de façon harmonieuse », souligne Inger Andersen, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement. « Alors que nous cherchons à réduire les inégalités en matière d'infrastructures et à améliorer la qualité de vie des communautés partout dans le monde, il est crucial d'investir dans des infrastructures durables qui peuvent s'adapter à des conditions climatiques incertaines, contribuer à décarboner les économies, protéger la biodiversité et limiter la pollution », ajoute-t-elle. Le rapport présente les principaux domaines d'action au sein desquels les gouvernements peuvent adopter des mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets dans les projets d'infrastructures, tout en recherchant la durabilité à long terme. Il présente en outre des exemples de projets d'infrastructures qui ont contribué à la réalisation d'objectifs nationaux en matière de lutte contre les changements climatiques et de développement. « La question fondamentale n'est pas de savoir si nous avons besoin des infrastructures, mais de déterminer comment elles peuvent être mises en place de manière durable, résiliente et compatible avec un avenir à zéro émission nette », affirme Jim Hall, professeur spécialiste des risques climatiques et environnementaux à l'Université d'Oxford. « Cela passe par une multitude de décisions, depuis la conception d'un projet d'infrastructures jusqu'à ce qu'elles arrivent en fin de vie et soient mises hors service ou transformées », ajoute-t-il. Le rapport fait également référence à une publication précédente de l'Université d'Oxford et de l'UNOPS, qui montre que les infrastructures influencent 92 pour cent des cibles associées aux 17 Objectifs de développement durable.

Avec vert-togo.com

Liga

Le FC Barcelone a bouclé la prolongation d'Ansu Fati !

Quelques jours après celle de Pedri, le FC Barcelone est en route pour annoncer la prolongation d'Ansu Fati.

La Fatimania bat son plein depuis quelques semaines du côté du FC Barcelone. Le jeune attaquant de 18 ans, revenu à la compétition après une longue absence et plusieurs opérations du genou, a redonné espoir à tout le peuple culé, déprimé depuis le départ de Lionel Messi (34 ans) au Paris SG cet été, et ce, en l'espace de quatre apparitions toutes compétitions confondues, ponctuées par deux réalisations et de jolis gestes. Les Blaugranas se sont donc activés pour boucler sa prolongation de contrat tant qu'il était encore temps, puisque d'autres gros poissons commençaient à rôder autour de son représentant Jorge Mendes et lui. Mundo Deportivo révèle que, ce lundi soir, les deux parties sont tombées d'accord pour signer un nouveau bail. Le directeur sportif Mateu Alemany s'est même rendu à Porto, fief du super agent portugais, pour formaliser définitivement cet accord de principe.

Clause à 1 milliard, grosse augmentation de salaire

Sport en dévoile les contours ce mardi après-midi. L'international espagnol (4 capes, 1 but), aujourd'hui sous contrat jusqu'en juin 2022 (le Barça dispose d'une clause unilatérale pour le prolonger jusqu'en juin 2024), va en fait s'engager avec les pensionnaires du Camp Nou jusqu'en juin 2027. Et, comme pour Pedri (18 ans), récemment blindé jusqu'en juin 2026, le n° 10 azulgrana aura une clause libératoire fixée à hauteur de 1 milliard d'euros. Et ce n'est pas tout. Ses émoluments vont également substantiellement augmenter, eu égard à sa nouvelle dimension. Si on en ignore la teneur, on sait que les Catalans ont été obligés de mettre la main à la poche plus qu'ils ne l'avaient prévu. «Nous avons dû accepter certaines conditions, mais c'est un contrat juste et bon pour le club et le joueur, qui percevra ce qu'il mérite au vu de sa trajectoire et de sa marge de progression», a expliqué une source proche de la direction au journal.

Avec footmercato.net

Ligue des Champions

Promo monstre sur tous les nouveaux maillots 2021-22 !

Les plus grands clubs européens tels que le PSG, le Real Madrid, le Bayern, Manchester United, le Barça, Chelsea, la Juve et bien d'autres sont plus que jamais au rendez-vous en Ligue des Champions !

Et pour l'occasion, Foot.Fr vous propose une offre exceptionnelle, à savoir une remise de 15 % sur tous les nouveaux produits 2021-22 présents sur cette page grâce au code promo : LDC15*. Offre disponible sur les maillots domicile, extérieur et third et sur toutes les collections training des clubs qualifiés en Champions League. A commencer par toute la collection du PSG que ce soit au niveau des maillots ou de la collection training du club de Lionel Messi.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

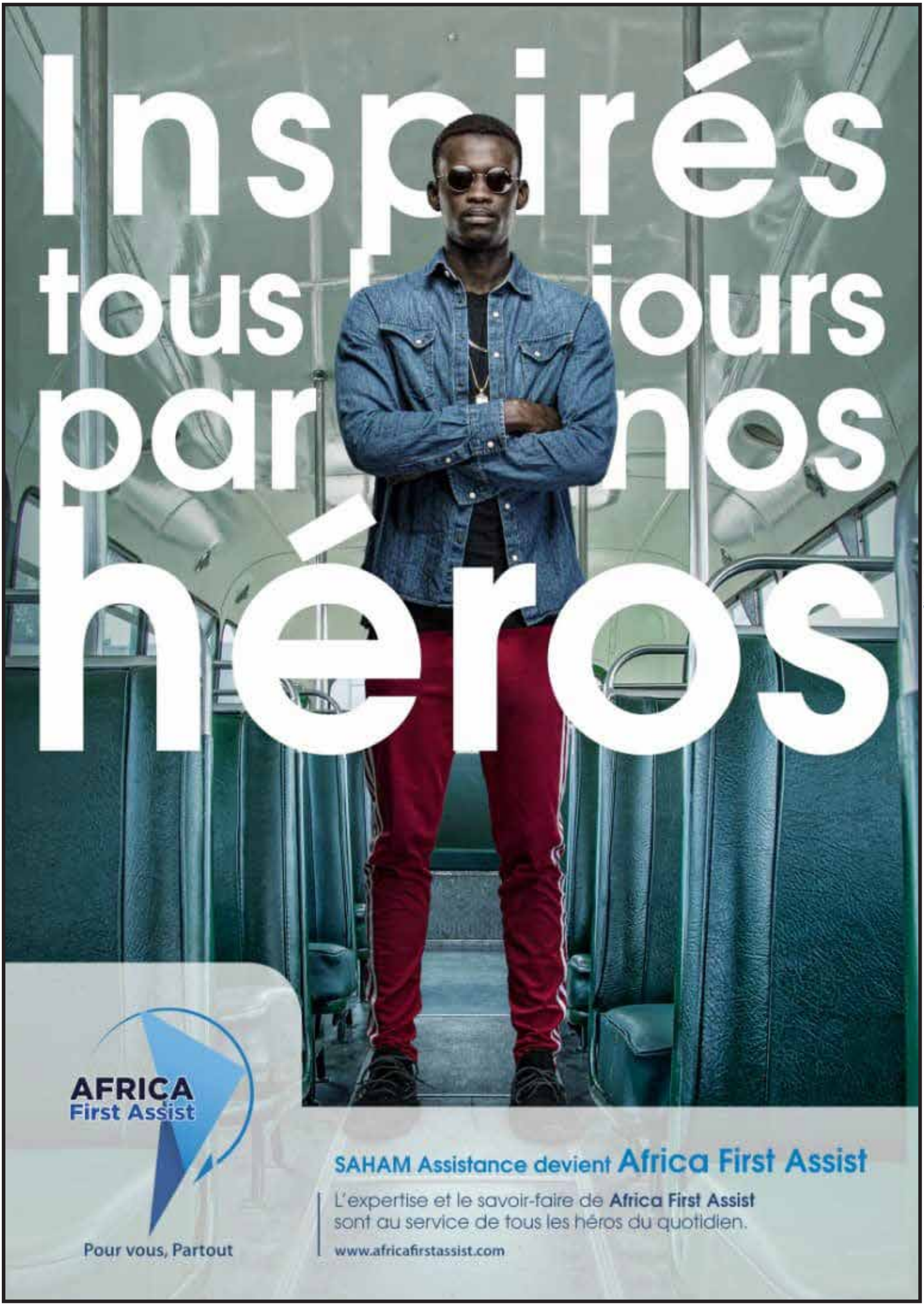
Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance


Inspirés
tous les jours
par nos
héros
AFRICA
First Assist
Pour vous, Partout
SAHAM Assistance devient Africa First Assist
L'expertise et le savoir-faire de Africa First Assist
sont au service de tous les héros du quotidien.
www.africafirstassist.com